



SECTIONS CGT TRESOR ISERE

Trésorerie Générale de l'Isère - 8, rue de Belgrade - 38000 Grenoble
Tél. : 0476857596 Télécopie : 0476857599 Mél : cgt.038@cp.finances.gouv.fr
Site Internet : www.tresor.cgt.fr/38/

C'est NON !

Outre la remarquable participation des citoyens aux débats de fond concernant les enjeux européens et les politiques qui en découlent et la toute aussi remarquable participation au référendum du 29 mai, ce qui nous semble particulièrement déterminant et source d'espoir c'est ce verdict populaire, sans appel possible, qui condamne l'emballlement libéral, la régulation économique et sociale par le seul marché.

C'est NON à la mise en œuvre de politiques qui ne prennent pas en compte les aspirations des peuples.

C'est NON au nivellement par le bas des conditions sociales et des conditions de travail.

C'est NON à la précarité, aux délocalisations.

C'est NON à la casse les services publics, garants du lien social.

C'est NON à l'alignement de l'Europe aux intérêts stratégiques de l'OTAN et des US.

C'est NON à la perte des acquis sociaux, fruits des luttes et des sacrifices.

C'est NON à la mise en compétition pour le profit de pays et de citoyens qui ne sont pas socialement sur un même pied d'égalité (... là pour le coup la concurrence est faussée ...)

C'est NON à la propagande d'Etat.

C'est donc NON à ce projet en l'état. Ce n'est pas non à l'Europe et à sa nécessaire organisation dans l'intérêt des peuples.

Au regard des récentes expressions -officielles ou pas- Il n'est pas certain ... que les dirigeants politiques aient bien compris le message des Français. Ce qui importe maintenant, après cette consultation et après celle de 2004 (régionales) ce n'est pas uniquement la mise en place en France d'un nouveau gouvernement, c'est exclusivement un changement radical de politique et de projet au niveau national et européen qui prennent enfin en compte le ras le bol des citoyens, mette un coup d'arrêt aux douloureuses réformes devenues insupportables et place l'humain, la qualité de travail et de vie et l'environnement au centre de toutes les orientations.

Dans cette perspective la CGT souhaite que par l'union de toutes les forces qui se sont exprimées pour rejeter le néolibéralisme et plus largement, partant de l'expression démocratique des citoyens, que toutes les bonnes volontés s'organisent pour faire en sorte, de la manière la plus concrète, que soit enfin respecté l'expression et les attentes -très impatientes- des femmes et des hommes de France comme d'Europe.

Grenoble le 31 mai 2005

DECLARATION DU BUREAU CONFEDERAL DE LA CGT

Le scrutin du 29 mai a été marqué par une très forte participation manifestant l'aspiration des citoyens à intervenir dans la définition des choix politiques qui engagent leur avenir, en France et en Europe. Cette participation accroît la valeur du résultat.

C'est un événement politique de grande importance ressenti comme un point d'appui par les salariés.

Les français ont rejeté sans équivoque le traité constitutionnel. Ce résultat a été obtenu après un débat public, sans précédent, portant sur les questions européennes et le lien qu'elles entretiennent avec la situation économique et sociale dans notre pays. La CGT a pris toute sa part dans ce débat, dans le cadre de ses prérogatives syndicales.

Une très grande majorité des salariés de toutes générations, qu'ils soient du public ou du privé, a contribué à ce résultat. Ils ont d'abord affirmé leur rejet des modalités actuelles de la construction européenne, marquées par le néolibéralisme, et leurs critiques de ses graves insuffisances, notamment sur les objectifs sociaux. La CGT avait clairement mis en avant ces réalités ces derniers mois.

Comme l'ont précisé de nombreux électeurs, ce vote ne traduit pas une attitude de repli. Une majorité des salariés aspire à un projet européen répondant à leurs exigences sociales dans un cadre solidaire. Un tel projet doit être porteur d'une réorientation du processus de mondialisation pour le progrès social, le développement durable et la paix dans le monde.

Ce vote est également une sanction explicite de la politique menée par le Gouvernement depuis 3 ans. La « réforme » des retraites, la « réforme » de la Sécurité sociale, la mise en cause des 35 heures ne sont pas acceptées. La CGT n'a cessé de le répéter.

Aujourd'hui, les salariés n'attendent pas seulement un changement de gouvernement mais un changement de cap dans les orientations économiques et sociales. Le

gouvernement, quel qu'il soit, et le MEDEF doivent renoncer aux réformes autoritaires profondément inégalitaires, à leurs velléités de s'attaquer au Code du travail, au droit

de grève, aux droits des chômeurs et à poursuivre dans la voie des privatisations. La réponse à la situation ne réside vraiment pas dans une fuite en avant vers un libéralisme plus affirmé qu'appellent de leurs vœux, dès maintenant, les directions de l'UMP et du MEDEF.

Les revendications exprimées depuis de longs mois sur les salaires, l'emploi, la précarité, les délocalisations, la protection sociale, l'avenir de l'industrie et des services publics, doivent déboucher rapidement sur des résultats concrets.

La CGT exige l'ouverture rapide d'une grande négociation sociale, avant que ne soient arrêtés les principaux choix budgétaires et de politique économique pour 2006. Le Gouvernement français doit demander le retrait des projets de directives Temps de travail et Services dans le marché intérieur (ex Bolkestein).

La crise que nous vivons actuellement démontre l'urgence de nouvelles réponses sociales. Elles doivent être portées par des mobilisations larges, unitaires, solidaires.

A ce titre, l'action unitaire prévue le 2 juin à la SNCF, celle pour l'emploi industriel du 9 juin, celle des retraités le même jour, contribuent à une dynamique sociale. Le rendez-vous du 10 juin, avec le gouvernement et le patronat, sur les salaires, la négociation du 21 juin sur la pénibilité du travail et le droit à la retraite anticipée, la journée internationale de lutte contre la pauvreté le 1^{er} juillet, date à laquelle le SMIC doit être revalorisé, constituent autant d'opportunités.

La situation issue du référendum du 29 mai confère de grandes responsabilités à la CGT, à l'ensemble du mouvement syndical en France et en Europe.

L'unité revendicative, la lucidité et une grande détermination s'appuyant sur la mobilisation des salariés sont de plus en plus nécessaires. **C'est le point de vue que la CGT fera valoir auprès de tous ses partenaires nationaux, auxquels elle propose une rencontre rapide.**

C'est aussi ce point de vue qu'elle continuera de promouvoir au sein de la Confédération européenne des syndicats qui appelle « l'Union européenne à se rapprocher des citoyens et de leurs revendications ».

Montreuil, le 30 mai 2005

ATTAC

Association pour la Taxation des Transactions financières pour l'Aide aux Citoyens

LA VICTOIRE D'UN PEUPLE DEBOUT ET INFORMÉ

Le peuple français vient de dire NON au traité constitutionnel. Un NON très majoritairement démocratique et européen. Ce faisant, les citoyennes et les citoyens ont d'abord dit non au néolibéralisme, dont le texte soumis à référendum constituait une éloquente défense et illustration. Ce non est en même temps un OUI à une Europe indépendante, internationaliste, sociale, écologique et féministe ; un OUI à une Europe solidaire : solidaire avec le reste du monde, en premier lieu avec le Sud, et avec les générations futures.

Mais c'est aussi un oui à la démocratie, honteusement tournée en dérision par une propagande d'Etat agissant de conserve avec un système médiatique dont la quasi totalité des acteurs a fait preuve d'une partialité inouïe et d'une morgue insultante à l'égard des "moutons noirs" qui avaient l'audace de ne pas prendre pour argent comptant les arguments d'autorité assénés par les partis du OUI. Les citoyennes et les citoyens ont démontré avec leur bulletin de vote qu'ils étaient allergiques au bourrage de crâne. C'est pourquoi cet événement, par sa valeur d'exemple, a une portée historique, aux très importantes répercussions dans le reste de l'Europe et du monde.

Attac rend hommage aux dizaines et dizaines de milliers de citoyens qui se sont dépensés sans compter dans la bataille du référendum : les membres de ses diverses instances, en premier lieu de ses comités locaux ; les membres des collectifs unitaires ; les membres des autres organisations politiques, syndicales et associatives qui se sont mobilisés avec la même détermination ; et aussi les citoyens isolés ou inorganisés qui ont accompli un travail de proximité particulièrement efficace. Chacun, à sa manière, dans une dynamique unitaire a œuvré, pour expliquer autour de lui les enjeux et le contenu du traité, et donc pour assurer la victoire du NON. Cette victoire n'appartient à personne : elle est celle d'un peuple debout et informé. Les fêtes de la victoire du NON seront l'occasion de faire le bilan de la campagne et de débattre des perspectives.

Attac exprime sa profonde gratitude à tous les mouvements Attac du monde, en premier lieu à ceux d'Europe, qui, sous de multiples formes, ont fait preuve d'une solidarité sans faille à l'égard du combat de notre association. Les Volontaires européens pour le NON français, venus d'une douzaine de pays, et qui ont sillonné la France de meeting en meeting, méritent notre reconnaissance particulière. Démentant par leur présence fraternelle les allégations calomnieuses des partis du OUI, ils ont authentifié le sens de l'engagement d'Attac : non pas contre l'Europe, mais pour une autre Europe à construire ensemble. S'est ainsi renforcé un début d'espace public européen appelé à s'élargir. Dans le cadre des Volontaires européens, Attac France se tient évidemment à la disposition des Attac des pays dans lesquels vont être organisés des référendums, à commencer par le Luxembourg, le Portugal et le Danemark, pour les aider dans leur combat.

La victoire du NON place tous ses acteurs devant des responsabilités nouvelles : il leur appartient, chacun avec sa spécificité, d'être à la hauteur de l'immense élan populaire qu'ils ont contribué à faire naître.

Pour sa part, Attac France va immédiatement engager, tant en son sein qu'en liaison avec les collectifs auxquels l'association participe, un travail de définition des politiques européennes répondant aux attentes qui se sont exprimées ce 29 mai. Attac France va également proposer aux autres Attac d'Europe la tenue, au début de l'automne, d'une Convention des Attac d'Europe. Cette Convention pourrait déboucher sur une plate-forme européenne commune, à soumettre à chaque gouvernement. Le Forum social européen 2006 à Athènes prend de ce fait une dimension particulière pour Attac, pour les mouvements sociaux et pour les peuples européens.

Le néolibéralisme qui inspire le traité ne s'arrête pas aux frontières de l'Union européenne. Il est également porté, à un niveau encore plus élevé, et avec une particulière virulence, par les organisations internationales : le G-8, le FMI, la Banque mondiale, l'OCDE et l'OMC. La prise de conscience - grand acquis citoyen du référendum - de la filiation entre les politiques nationales menées en France depuis plus de vingt ans et celles décidées au niveau européen doit maintenant s'étendre au niveau mondial. Deux importants rendez-vous doivent, à cet égard, faire l'objet d'une mobilisation rapide et élargie : la réunion du G-8 en Ecosse en juillet, et celle de l'OMC, à Hongkong en décembre, où la libéralisation supplémentaire de l'agriculture et des services (AGCS) sera à l'ordre du jour. Attac va proposer aux collectifs pour le NON français de s'inscrire dans ces deux grands combats, ainsi que dans ceux des taxes internationales, des paradis fiscaux, des OGM et de l'eau, entre autres.

Dans un avenir encore plus immédiat, il nous appartient de répondre au défi, frôlant la provocation, que Tony Blair nous lance en proposant un programme de travail ultralibéral pour la présidence britannique de l'UE du second semestre. Nous devons être nombreux à la manifestation de Bruxelles, les 16 et 17 juin, à l'occasion du dernier Conseil européen de la présidence luxembourgeoise qui passera le relais au fils spirituel de Margaret Thatcher. Il devra donner des signes tangibles que le message des électeurs aura été bien reçu.

Attac demande aux citoyens qui ont voté OUI en croyant rapprocher l'heure de l'Europe sociale et combattre le néolibéralisme de se joindre à nous tous pour livrer ces combats. Ils y ont toute leur place.

Attac est un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action, et le restera. Les recompositions politiques ne sont pas de son ressort. En revanche, et en particulier dans l'élaboration des alternatives au néolibéralisme, tant au niveau français et européen qu'international, Attac va renforcer son rôle de proposition et d'aiguillon à partir du chantier que l'association va mettre en route, et qui impliquera toutes ses composantes, tous ses adhérents et ses comités locaux.

Attac appelle à l'organisation d'un tour des pays de l'Union. Attac France sillonnera ces pays pour expliquer le NON français, rassembler des forces à l'échelle européenne, mettre au point des alternatives. Attac France appelle toutes les autres organisations à faire de même.

Paris, 29 mai 2005, 22 h.